

LA LETTRE DE JUSTICE ET PAIX

« JE PENSE DONC JE GÊNE »

Il y a les violences projetées, *ad nauseam*, sur nos écrans. Si elles sont révoltantes, elles ne doivent pas en masquer d'autres, plus profondes. La violence sourde des fins de mois, quand on compte en centimes, l'anxiété des fins de droits, l'absence de chauffage, la faim. Il y a l'isolement rural, social, ou encore la maltraitance institutionnelle, la discrimination à l'embauche, la boîte noire de Parcoursup. Ces violences froides, structurelles, blessent nombre de nos enfants. Plus, elles les humilient au quotidien tant nos autorités leur crachent à la figure que ceux qui travaillent réussissent.

Si nos jeunes nous dérangent, c'est moins par leurs excès que parce que leur révolte révèle nos faux-semblants : notre hypocrisie environnementale, notre injustice fiscale, nos pieux discours sur l'égalité des chances, sur l'État de droit. Ils ne sont plus dupes. Ils refusent de vivre dans notre mensonge, nous rappellent qu'il ne peut y avoir de paix sans justice.

« Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde » écrivait Aimé Césaire. Sur les ruines de notre contrat social, il est temps de mettre un genou à terre et, non seulement d'écouter, mais de partager équitablement les fardeaux à venir.

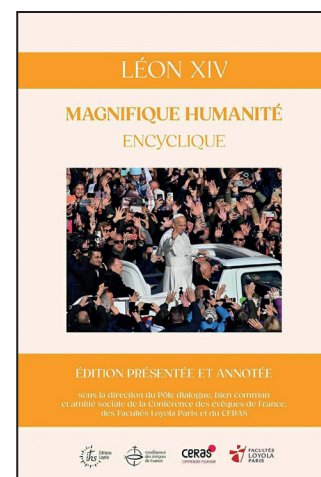
Cécile Dubernet,
Justice et Paix France

MAGNIFIQUE HUMANITÉ

La tentation pourrait être de lire *Magnifica humanitas* comme un texte essentiellement éthique sur les dangers de l'IA. Outre le fait de nous aider à entrer dans la continuité de *Laudato si'* et *Fratelli tutti* du pape François, l'édition commentée nous permet d'aborder l'encyclique comme un véritable outil de discernement communautaire ancré dans la doctrine sociale de l'Église. Elle met en lumière le point central de la réflexion : comment les progrès technologiques deviennent une question anthropologique et politique.

Le chapitre 5, « La culture du pouvoir et la civilisation de l'amour », dernier volet de l'encyclique, semble abandonner la seule réflexion sur l'IA pour aborder la guerre, les armes autonomes, le multilatéralisme et la paix. Sujets au cœur de la réflexion portée par Justice et Paix. Les notes sont précieuses pour lire cette dernière partie non comme une diversion mais comme un aboutissement de la réflexion. Nous sommes invités à entrer dans la logique proposée et suivre l'enchaînement qui en découle : technique, pouvoir, conception de l'homme, conception de la paix. La simple question « Peut-on laisser une IA décider de tirer ? » devient alors « Quelle conception du pouvoir et de l'homme autorise à déléguer la violence à la technique ? »

Les notes mettent parfaitement en évidence l'opposition entre culture du pouvoir et civilisation de l'amour en ne la limitant pas à une formule spirituelle mais en la replaçant dans la Doctrine sociale de l'Église. Ce qui met en évidence deux logiques opposées. La



culture du pouvoir est maîtrise, domination, efficacité, rapport de force. La civilisation de l'amour propose en revanche la justice, la fraternité, le dialogue, la responsabilité et la recherche du bien commun ; un véritable projet de société et de politique internationale. Le multilatéralisme peut alors être compris comme une conception du bien commun mondial. Les commentaires permettent aussi et surtout d'entrer dans le poids des mots. Ce qui pourrait être entendu comme un appel à la paix devient un discernement sur les conditions politiques de la paix et la dénonciation de la guerre pose avant tout une réflexion sur le rapport entre technique, pouvoir et responsabilité.

La réflexion communautaire ne peut cependant se nourrir que d'un discernement personnel. Devant toujours plus de technique, comment exerçons-nous notre responsabilité pour protéger et faire grandir cette magnifique humanité créée et voulue par Dieu ? Quel type de société voulons-nous construire et quelle place voulons-nous accorder à la personne humaine ?

Catherine Billet
Justice et Paix France

RELANCER LE DÉBAT SUR L'ARME NUCLÉAIRE

80 ans après Hiroshima, la menace est toujours présente et le monde plus instable. Une invitation a été lancée aux évêques français.



© Sylvie Bukhari-de Pontual

La question, dans la société française comme au sein des communautés catholiques, n'apparaît pas au premier rang des préoccupations. Pourtant, depuis le funeste 6 août 1945, la menace nucléaire pèse toujours sur notre monde. On a pu mesurer récemment ce désintérêt, à l'occasion de la visite apostolique du pape Léon XIV en France. À propos de son discours à l'Élysée devant le président Macron, le 25 octobre dernier, les commentaires ont insisté sur le rappel de l'engagement de l'Église à protéger la vie et la dignité de chaque personne, et notamment sur son opposition à l'euthanasie, au suicide assisté ou à la GPA.

Les réactions furent en revanche plus discrètes sur l'un des paragraphes de son allocution, pourtant tout aussi ferme. Le Pape commença par citer Jean XXIII dans *Pacem in Terris* (n° 112) : « *La justice, la sagesse, le sens de l'humanité [...] réclament qu'on arrête la course aux armements ; elles réclament la réduction parallèle et simultanée de l'armement existant dans les divers pays, la proscription de l'arme atomique et enfin le désarmement dûment effectué d'un accord commun et accompagné de contrôles efficaces.* » Avant de poursuivre : « *Se répand de plus en plus la conviction erronée que l'arme nucléaire serait un gage de sécurité, qui alimente une nouvelle course aux armements difficilement contrôlable.* » Il mettait ainsi en question la moralité de l'arme nucléaire, dans le droit fil de ce que dirent les papes avant lui mais, en outre, niait l'efficacité de la dissuasion nucléaire pour assurer la sécurité dans le monde.

Un propos tranchant que le Président français ne pouvait pas ne pas comprendre comme critique de sa politique de réarmement militaire et son concept de « dissuasion avancée », proposant à certains partenaires européens d'être associés à la réflexion stratégique française, la décision ultime n'étant, elle, pas partagée.

Pourquoi cette absence de débat en France, alors que, depuis 80 ans, la situation internationale s'est aggravée, la « *guerre par morceaux* » dénoncée par le pape François déchirant la planète ? Devant ce silence perçu comme une acceptation tacite ou résignée de l'arme atomique, plusieurs mouvements engagés pour la paix, la non-violence, la réconciliation^[1] ont souhaité inviter des évêques français à évaluer le contexte actuel et à s'interroger sur la nécessité de prendre la parole publiquement : la dernière intervention française émanant de la Conférence des évêques sur la question date en effet de 1983 dans la lettre pastorale intitulée *Gagner la paix*. Pour enrichir le débat, ces mouvements ont poursuivi un dialogue amorcé avec les évêques d'Angleterre et du pays de Galles et les évêques d'Écosse, depuis longtemps mobilisés en paroles et en actes contre l'arme nucléaire : la Grande-Bretagne est l'un des 9 pays à la posséder et se doit, en État démocratique, estimer ces évêques, d'en débattre. En mai 2024, ils publiaient un document engagé, *Appelés à être des artisans de paix*, dans lequel ils appelaient au désarmement nucléaire, au désarmement général et à l'instauration d'un moratoire sur le développement et l'utilisation de nouvelles armes létales conçues à partir des technologies émergentes.

La rencontre qui s'est tenue à Paris le 21 octobre 2026, animée par la présidente de Justice et Paix France, Sylvie Bukhari-de Pontual, l'a rappelé : la menace nucléaire n'a pas disparu et la paix est loin d'avoir progressé dans un monde marqué par des guerres où sont engagées des puissances nucléaires, des guerres « convention-

nelles » et terriblement meurtrières entre un pays agresseur disposant de la bombe atomique, la Russie, contre un État qui en est dépourvu, etc. Les réglementations multilatérales sont mises à mal.

Des traités avaient pourtant été signés et commençaient à produire des effets : ainsi le TNP – Traité de non-prolifération des armes nucléaires – datant du premier juillet 1968, que la France et la Grande Bretagne ont signé. De fait, le nombre d'armes nucléaires a un temps diminué pour repartir de plus belle, les États possesseurs développant de nouveaux systèmes et renouvelant leurs capacités, dans une totale opacité. Jean-Marie Collin, directeur d'ICAN France, rappelle que sur les 9 États détenteurs de l'arme atomique, 7 sont des dictatures (Chine, Corée du Nord, Russie), des régimes autoritaires (Pakistan, Inde) ou des démocraties connaissant des dérives autoritaires (États-Unis, Israël). Le TNP est désormais, conclut-il, « *en état de mort cérébrale* », les États détenteurs refusant de réduire leur armement. L'ICAN (Campagne pour l'abolition de l'arme nucléaire, prix Nobel de la paix en 2017), s'est battue pour que soit adopté le TIAN, Traité pour l'abolition de l'arme nucléaire. Préparé et construit avec la participation active du Saint-Siège qui a été un des premiers à le signer et le ratifier, ce traité entré en vigueur en 2021 (que ni la France ni le Royaume-Uni n'ont signé) devait être une réponse juridique et humanitaire à l'impasse du TNP. « *Désormais, en plus d'être immorales, ce que le pape François a rappelé à plusieurs reprises, les armes nucléaires sont illégales, à l'image de ce que sont les autres armes de destruction massive (biologiques et chimiques).* » Une prochaine rencontre sur le TIAN se tiendra à New-York fin novembre. Pourquoi la France n'y participe-t-elle pas, même en tant qu'observateur ?

Il est à noter que des États ont choisi de renoncer au nucléaire militaire, comme l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Argentine, le Kazakhstan. Ainsi, sur la planète, des zones entières sont « indemnes » de ces armes de destruction massive.

Le nonce apostolique, Mgr Celestino Migliore, a ensuite présenté la position

[1] Justice et Paix France, Écosse, Angleterre et Galles ; Pax Christi des mêmes pays, le MIR et FOR Angleterre, la Communauté Mission de France, l'IRNC, Christians for Nuclear Disarmament, Trident Ploughshares, avec le soutien d'autres organisations.

du Saint-Siège sur l'arme nucléaire. Son propos sera complété le lendemain par Alain Paillard, ancien secrétaire général de Justice et Paix, pour une deuxième partie du colloque, ouverte au public. En juin 1968, Paul VI appelait à l'interdiction totale des armes nucléaires et au désarmement général. Il dénonçait le « *sophisme obsédant selon lequel la défense exige une course toujours plus disputée aux armements* ». En 1982, à Hiroshima, Jean-Paul II appelait à un « *revirement moral* ». Dans son message pour la paix de 2006, Benoît XVI écrivait : « *dans une guerre nucléaire, il n'y aurait pas de vainqueurs mais seulement des victimes* ». En 2019, François dénonçait le nucléaire militaire comme un crime contre l'humanité, empêchant toute possibilité d'avenir pour notre maison commune. Pour Léon XIV, enfin, les « *armes nucléaires offensent notre humanité commune* ». Le Saint-Siège demande la mise en œuvre des différents traités, le TNP, le TIAN et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le TICE (1996). En résumé, il rappelle qu'un désarmement effectif, notamment nucléaire, est nécessaire et réalisable. Ses interventions, dans leur continuité, insistent sur le caractère inapproprié et illusoire de la dissuasion, sur le climat de peur et de confrontation qu'elle entretient, insistent sur ses conséquences humanitaires et environnementales et mettent en lumière le gaspillage et la mauvaise utilisation des ressources des États qui augmentent leurs dépenses militaires.

Bruno-Marie Duffé, ancien secrétaire du Dicastère pour le service du développement humain intégral, proposa une réflexion philosophique, éthique, théologique (que l'on peut retrouver dans sa profondeur dans la *Lettre* n° 327 de Justice et Paix), appelant à un travail de la pensée sur la paix, l'avenir de la vie, le devenir de l'humanité. Comment le droit international, sorte de contrat social entre les nations pour sauvegarder l'équilibre, peut-il redevenir central, en réhabilitant le principe de réciprocité aujourd'hui en faillite, et le compromis qui n'est pas synonyme de soumission ?

De nouvelles formes de conflictualité surgissent. L'IA représente un nouveau défi qui raccourcit le temps de la réflexion et le temps de la décision et nécessite des contraintes éthiques les plus rigoureuses. Comment introduire un « réarmement moral » dans les lieux de débat et de décision ? Bruno-Marie Duffé en appelle à la responsabilité personnelle et communautaire. La première chose étant la

reconnaissance de l'autre, le désir de la rencontre de l'autre. Car il y a de l'autre, partout !

La paix est une espérance, c'est aussi une épreuve qui demande de renoncer au mépris, à la haine, à la déconsidération de l'autre.

Il y eut aussi le témoignage de Mgr William Nolan, archevêque de Glasgow en Écosse. Chaque année une rencontre de prière œcuménique se tient près du lieu où sont stationnés les sous-marins nucléaires britanniques. Il ne suffit pas de parler du désarmement, expliqua-t-il, il faut aussi montrer que les dépenses liées au militaire nuisent aux besoins en matière d'éducation ou de santé. L'arme nucléaire est une sorte de « *doudou* » pour les gouvernements. La France n'a pas fait le deuil de son empire. L'arme atomique, c'est une des cinq places au Conseil de sécurité de l'ONU !

Mgr Brian McGee, évêque d'Argyll et des îles, fut tout aussi vigoureux : « *On nous dit que les armes nucléaires ont sauvé des vies, c'est le contraire ; elles produisent la faim, la pauvreté... Si les dépenses militaires diminuaient de moitié, le monde serait méconnaissable.* »

Pour Mgr William Kenney, évêque émérite de Birmingham, il faut amener les gens à prier pour la paix tous les jours, travailler à ce que les différents traités soient renouvelés et non abandonnés, militer pour un désarmement multilatéral et général car les frontières entre les différentes armes deviennent floues, faire cesser le commerce des armes, être attentifs aux soldats et aux travailleurs dans les industries d'armements. S'assurer que l'Église n'investisse pas dans ces industries. Et ne pas oublier où sont les drames d'aujourd'hui : par exemple le Soudan et ses 14 millions de déplacés !

Invités à réagir, les évêques français ont d'abord parlé de l'actualité : « *Si l'Ukraine avait gardé ses installations atomiques rendus à la Russie au moment d'acquiescer son indépendance, la Russie l'aurait-elle agressée ?* » s'est interrogé l'un d'eux. Fut évoquée la situation des États proches de la Russie, les États baltes, pour lesquels la sécurité est, de fait, une réelle angoisse. On ne sait plus ce qu'est une arme, ce qui n'est pas une arme. Les nouvelles technologies transforment le paysage militaire. Le désarmement doit être une démarche



© Sylvie Bukhari-de Pontual

multilatérale. Or, on ne peut oublier que parmi les détenteurs de la bombe, il y a les Coréens du Nord !

Pour établir un dialogue, ne faut-il pas un minimum de confiance entre les parties ; si ce n'est pas le cas, doit-on prendre le « *risque de la confiance* » ?

Certains des évêques ressentent la nécessité d'une prise de parole urgente sur la question, notamment en raison des milliards dépensés pour accroître les arsenaux militaires, aux dépens des plus vulnérables : « *Le drame du monde, c'est la domination de l'argent.* » D'autres s'interrogent : « *Est-ce que parler suffit ? Ne risque-t-on pas qu'un texte suscite une cruelle indifférence ?* » Plusieurs mettent en avant les agendas chargés de la Conférence épiscopale et rappellent qu'ils sont là en leur nom propre... Certains remarquent aussi que la position pacifiste est souvent jugée naïve, voire irréaliste.

Ne faut-il pas plutôt penser une approche pastorale, notamment auprès des jeunes, élaborer une pédagogie en s'appuyant sur les fondamentaux de la Doctrine sociale de l'Église ?

Cette rencontre, inédite, se voulait une étape, une rencontre sereine. Elle le fut. Y aura-t-il un nouveau texte des évêques de France dans les prochains mois ? Le sujet viendra-t-il dans le débat public français dans un temps pré-électoral agité ? On peut en douter.

Que faire ? Renforcer la prise de conscience dans les communautés chrétiennes, jouer le rôle de lanceurs d'alerte. Prier, dialoguer, rencontrer, discuter, écouter son interlocuteur même s'il n'est pas d'accord avec nous, et pas seulement crier, proposer en forme de conclusion Mgr William Kenney.

Compte rendu réalisé par Dominique Quinio, JPF

UNE VOIX DE JÉRUSALEM POUR LA JUSTICE

Nous sommes régulièrement alertés par la situation catastrophique créée par Israël et les colons israéliens en Cisjordanie et à Gaza. Une voix s'élève, venant de responsables religieux chrétiens de Terre sainte, pour l'égalité et une paix juste en Palestine-Israël. Nous vous en proposons des extraits.

© Wikimedia Commons / DR



Attaque de colons israéliens sur le village palestinien de Duma, en Cisjordanie occupée, le 13 avril 2024.

Nous ne pouvons pas rester silencieux face à ce qui se passe autour de nous, ni permettre que la souffrance quotidienne, la mort, le déplacement de population et les privations deviennent quelque chose auquel nous nous habituons. Au nom de notre foi chrétienne et notre appartenance à notre peuple, nous adressons ces paroles à nos Églises et à tous les hommes et femmes de conscience.

Premièrement : Gaza

Ce qui se passe à Gaza depuis plus de mille jours est une tragédie humaine... Derrière les chiffres des victimes, se cachent des visages et des noms... des gens qui ont perdu leurs maisons, leurs proches et leurs moyens de subsistance. Beaucoup vivent maintenant au milieu des décombres, de la faim, de la peur et de la maladie, privés des nécessités les plus élémentaires de la vie. On ne peut que se demander comment plus de deux millions de personnes sont encore capables d'endurer cela et de survivre à Gaza aujourd'hui.

Nous refusons de permettre que Gaza soit oubliée. Nous appelons à mettre fin à la souffrance de sa population, et nous exigeons la protection des civils, un accès garanti à l'aide humanitaire, ainsi que la fin des tueries, de la destruction, de la faim et de la peur. La paix ne peut être construite sur les ruines d'un peuple, ni être fondée sur la négation de la dignité des autres. Il ne peut y avoir de paix sans égalité pour tous ceux qui vivent sur cette terre.

Deuxièmement : la Cisjordanie

La situation en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, se détériore elle aussi. L'expansion des colonies, la violence de l'armée et des colons, les barrages militaires et les fermetures, ainsi que les difficultés de déplacement, d'accès à l'emploi, aux soins de

santé et aux Lieux saints, rendent la vie de plus en plus difficile et poussent les gens toujours davantage vers le désespoir...

Ce qui se passe dans les villes et villages palestiniens, y compris à Taybeh avec son importante présence chrétienne, nous concerne tous. Les Palestiniens musulmans et chrétiens appartiennent à un seul peuple, et ce qui menace les uns menace aussi les autres. Nous rejetons toute idéologie ou politique qui nie aux Palestiniens le droit d'exister dans la liberté et la dignité sur leur propre terre et dans leurs propres maisons. L'égalité pour tous est un fondement indispensable de toute paix juste et durable.

Troisièmement : à nos chrétiens de Palestine – C'est votre terre ; ne perdez pas l'espoir

Nous, Palestiniens chrétiens, ne sommes pas des vestiges du passé. Nous ne sommes pas une communauté de passage, ni simplement une « minorité » en attente de protection. Nous appartenons à cette terre et nous faisons partie intégrante de son peuple, de son passé, de son présent et de son avenir. Notre présence est aussi une présence de foi, dont les racines remontent à la première communauté chrétienne. C'est la terre du Christ, et c'est de cette terre que l'Évangile est parti à travers le monde. Notre présence continue est un témoignage de foi, d'espérance, d'amour, de réconciliation et de justice, pour nous et pour le monde.

Aux décideurs et aux gouvernants : nous appelons tous ceux qui exercent une influence politique et militaire, au premier rang desquels les États-Unis, à assumer leur responsabilité en œuvrant pour mettre fin aux tueries, aux déplacements et à la destruction. Des décennies de politiques de guerre dans notre région ont contribué au déplacement de millions de personnes, parmi lesquelles un grand nombre de chrétiens.

La foi ne signifie pas nier la réalité ; elle signifie refuser de permettre à la haine, à la mort et au désespoir d'avoir le dernier mot. Cette terre n'est pas seulement la terre sur laquelle nos ancêtres ont vécu ; elle est aussi la terre sur laquelle nous voulons que nos enfants vivent.

Michel Sabbah, Patriarche latin émérite de Jérusalem

Munib Younan, évêque luthérien émérite de Terre sainte

Attallah Hanna, archevêque grec orthodoxe

M. Yusef Daher, Mme Sawsan Bitar, M. Samuel Munayer,

Mme Dina Nasser, M. John Munayer, Mme Sandra Khoury,

P. David Neuhaus, SJ, P. Frans Bouwen, MAfr, P. Firas Abdrabbo,

M. Rafi Ghattas, P. Alessandro Barchi, M. Sami El-Yousef

JE SOUTIENS JUSTICE ET PAIX FRANCE, en faisant un don :

☐ par chèque bancaire à l'ordre de Justice et Paix – 58 avenue de Breteuil, 75007 Paris.

☐ par virement IBAN FR76 1820 6002 9412 8907 4400 188 / BIC : AGRIFRPP882

☐ DON euros

☐ Je souhaite recevoir un reçu fiscal.

Nom, Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Adresse e-mail :

JUSTICE ET PAIX FRANCE

58 avenue de Breteuil, 75007 Paris - Tél. 01 72 36 69 03 - justice.paix@cef.fr

Présidente : Sylvie Bukhari-de Pontual Évêque référent : Mgr Bruno Feillet

Membres : Virginie Amieux - Maria Biedrawa - Catherine Billet - Pierre Blanc - Geneviève Colas - Cécile Dubernet - Patrice Dufour - Nayla Haddad - Marie-Noëlle Koyara - Sr Jeannette Londadjim - Dominique Quinio - P. Thierry Reveneau - Jean-Luc Rolland - Michel Roy - Dominique Serra-Coatanea - P. André Talbot - Philippe Zeller

Directrice de la publication : Sylvie Bukhari-de Pontual

Comité éditorial : Marc de Montalembert

Secrétariat de rédaction : Béatrix de Vareilles

Mise en page : Service Édition/Publication de la CEF

ISSN 1148-4705 - Dépôt légal : Novembre 2026

Impression : Saxoprint eurl, Asnières